

Ecrit par le 9 avril 2026

Agriculture : le cri d'alarme de Lucien Stanzione pour le Vaucluse



Au Sénat, le sénateur [Lucien Stanzione](#) a alerté sur la fragilité croissante du modèle agricole méditerranéen. Entre dérèglement climatique, concurrence européenne et retrait progressif de certains pesticides, les producteurs de fruits et légumes se retrouvent pris entre urgence économique et temps long de la recherche. Un défi stratégique qui pose la question des moyens accordés à l'innovation agricole.

Au cœur des débats sur la crise agricole française, la voix du Vaucluse s'est récemment fait entendre au Sénat. Le sénateur Lucien Stanzione y a défendu un modèle agricole souvent discret dans les grandes

Ecrit par le 9 avril 2026

politiques publiques : celui du Sud-Est méditerranéen, fait d'exploitations familiales de petite taille, spécialisées dans les fruits et légumes tels que la cerise, la fraise ou la pomme, et historiquement tournées vers les circuits de négoce.

Un modèle économique vulnérable

Ce modèle, qui a longtemps prospéré sans dépendre fortement des aides de la Politique agricole commune, apparaît aujourd'hui particulièrement vulnérable. Les aléas climatiques à répétition, la pression sanitaire sur les cultures et les fluctuations économiques fragilisent des exploitations déjà étroites dans leurs marges. À cela s'ajoute un autre facteur, moins visible mais tout aussi déterminant : l'écart croissant entre le rythme de la recherche scientifique et l'urgence économique à laquelle sont confrontés les producteurs.



Copyright MMH

La réglementation européenne

Ecrit par le 9 avril 2026

L'agriculture française traverse une mutation profonde. Sous l'effet des réglementations européennes et des attentes environnementales, de nombreuses substances phytosanitaires sont progressivement retirées du marché. Or, sur les quelque 290 substances actives utilisées aujourd'hui, près de 75 pourraient perdre leur autorisation dans les prochaines années, obligeant les filières à trouver rapidement des solutions alternatives pour protéger les cultures.

Le temps long de la recherche

La recherche travaille précisément à ces alternatives. Les solutions de biocontrôle -utilisant des organismes vivants, des mécanismes naturels ou des substances d'origine biologique pour lutter contre les ravageurs- apparaissent comme l'une des pistes les plus prometteuses. Ces travaux sont notamment soutenus par le plan stratégique [Parsada](#) -Plan d'action stratégique pour l'anticipation du potentiel retrait européen des substances actives et le développement de techniques alternatives pour la protection des cultures- conçu pour anticiper le retrait des pesticides et financer des projets scientifiques sur trois à cinq ans. Mais entre la promesse scientifique et l'application concrète dans les champs, le temps reste long. Les premières solutions opérationnelles ne devraient être pleinement déployées que dans plusieurs années. Pour les producteurs, confrontés à la pression des marchés et aux pertes de récoltes, ce décalage constitue un véritable gouffre.

L'impasse technique des alternatives

C'est précisément ce hiatus que le sénateur du Vaucluse a mis en lumière. Selon lui, l'enjeu consiste à « faire gagner quelques années » aux agriculteurs, afin d'éviter que la disparition de certains outils phytosanitaires ne laisse les filières dans une impasse technique. Une transition qui suppose, insiste-t-il, un soutien massif et durable à la recherche. Or les arbitrages budgétaires interrogent. Le plan Parsada, qui mobilisait environ 146M€ en 2024 pour financer des projets d'innovation et de recherche appliquée, repose aujourd'hui sur des appels à projets plus restreints, dans un contexte de contraintes financières.

Ecrit par le 9 avril 2026



Manifestation des agriculteurs en décembre 2025 Cours Jean Jaurès Avignon Copyright MMH

Le changement climatique

Les exploitations fruitières et maraîchères, très présentes dans les régions méditerranéennes, sont parmi les plus exposées aux changements climatiques, aux nouvelles maladies des plantes et aux restrictions sur les produits phytosanitaires. La transition vers une agriculture moins dépendante des intrants chimiques est largement partagée comme objectif. Mais elle suppose un triptyque difficile à équilibrer : innovation scientifique, viabilité économique des exploitations et sécurité alimentaire. Pour les territoires agricoles du Sud-Est, l'équation est particulièrement sensible. Sans investissements suffisants dans la recherche et les solutions de terrain tels que les filets de protection, le biocontrôle, les nouvelles variétés ou techniques culturales, la transition pourrait fragiliser durablement des filières déjà sous tension. Derrière le débat technique se profile ainsi une question politique majeure : comment accompagner la transformation écologique de l'agriculture sans sacrifier ceux qui la font vivre au quotidien.

Ecrit par le 9 avril 2026

cette reprise nourrit pourtant de fortes inquiétudes dans les rédactions, sur fond de concentration accrue des médias en France.

C'est une page qui se tourne dans l'histoire de la presse française. À 99 ans, Claude Perdriel a choisi de se retirer définitivement du secteur qu'il a marqué pendant plus de six décennies. Fondateur du [Nouvel Observateur](#) et du [Matin de Paris](#), il a cédé les [Éditions Croque Futur](#), maison-mère de [Challenges](#), [Sciences et Avenir](#) et [La Recherche](#), au groupe [LVMH](#), pour l'euro symbolique.

Accélérer le virage numérique

Déjà présent depuis 2020 à hauteur de 40% au capital de l'éditeur, le géant du luxe contrôlé par [Bernard Arnault](#) parachève ainsi une stratégie d'expansion méthodique dans le champ médiatique. LVMH promet d'assurer la pérennité économique de titres fragilisés par l'érosion des ventes papier et d'en accélérer leur virage numérique, défendant 'une information de qualité' et contribuant à la diffusion de la culture scientifique.

Quelle indépendance éditoriale ?

Pour autant, les journalistes des trois titres, les syndicats et le comité social et économique, sont inquiets car Bernard Arnault à qui les professionnels de la presse ont demandé de signer les chartes d'indépendance existantes, n'a pas donné suite.

Ecrit par le 9 avril 2026

Le print en déclin

La presse, tous titres confondus, a diffusé 2,6 milliards d'exemplaires en 2024, soit environ 7,1 millions d'exemplaires par jour. Le modèle privilégié reste l'abonnement (papier + numérique) qui représente 44% de la diffusion payée, soit environ 1,1 milliard d'exemplaires. Les sites et applications de presse ont enregistré 78 millions de visites par jour en 2024, dont 86% réalisées via mobiles, ce qui montre l'importance du numérique dans l'accès aux contenus. La diffusion globale de la presse (print + numérique) continue de baisser légèrement d'une année sur l'autre dans un marché déjà sous pression. Dans ce contexte, la part des versions numériques (abonnements ou ventes numériques) est en croissance significative, contribuant à stabiliser les diffusions payées même si le format papier garde la majorité des parts chez de nombreux magazines.

Source ACPM (Alliance pour les chiffres de la presse et des médias).

Mireille Hurlin